

République Démocratique du Congo



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET DU CHEF DE L'ETAT
DIRECTION DE LA COMMUNICATION

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
FÉLIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO,
CHEF DE L'ÉTAT, À L'OCCASION DE
LA 5^{ÈME} ÉDITION DU FORUM MAKUTANO**

Kinshasa - RDC, Vendredi 06 Septembre 2019



Excellence Monsieur MAHAMADOU ISSOUFOU, Président de la République du Niger ;
Excellence Madame Ellen JOHNSON Sirleaf, Présidente Honoraire de la République du Libéria ;
Excellence Monsieur John DRAMANI MAHAMA, Président Honoraire de la République du Ghana ;
Excellence Docteur Cheikh KANTE, Représentant de Son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs ;

Je me réjouis d'être parmi vous à l'occasion de cette cinquième édition du Makutano. Je salue cette initiative citoyenne qui, d'années en années, s'affirme comme un cadre d'échanges de haut niveau entre les acteurs publics et privés, ainsi que ceux de la société civile sur des enjeux majeurs de notre temps.

La République Démocratique Congo est honorée ce jour, par la présence de Monsieur Mahamadou ISSOUFOU, Président de la République sœur du Niger, et par celle de Monsieur John DRAMANI MAHAMA, Président Honoraire de la République du Ghana.

Je salue particulièrement la présence de Madame Ellen Johnson SIRLEAF, première femme élue Présidente de la République en Afrique, Prix Nobel de la Paix, ancienne Présidente de la République du Libéria et brillante économiste ayant mis son expertise et son expérience au profit de nombreux pays à travers notre continent.

Je salue également la présence de nombreuses personnalités du monde des affaires, qui font la fierté de l'Afrique et sont une source d'inspiration pour notre jeunesse.

La présence de la star du football dans cette salle, j'ai cité Samuel Eto'o Fils est une preuve que la jeunesse africaine commence à prendre la mesure de ses responsabilités.

Distingués invités,
Mesdames et messieurs,

C'est avec attention et grand intérêt que j'ai suivi tout à l'heure les propos interpellant de Monsieur Anthony NKINZO et de Madame Nicole SULU. Les différents sujets qu'ils ont évoqués nous conduisent à un petit exercice de prospective sur le Congo, dans une Afrique assise sur « l'or et le blé », mais paradoxalement toujours à la traîne.



En septembre 2000, un illustre africain, Monsieur Koffi Annan d'heureuse mémoire, engageait le monde dans le chantier des Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'horizon 2015.

A l'échéance 2015, malheureusement, pour l'Afrique, la majorité de ces objectifs n'étaient pas atteints.

En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, l'Afrique est demeurée à 20 points de pourcentage en deçà des objectifs mondiaux, contre 4 points seulement pour l'Asie ; environ 46 % des africains demeurent pauvres, avec des revenus inférieurs à 1,25 \$ par jour et une productivité faible. En 2018, le revenu moyen par Congolais était de 458 USD par an, soit 1,25 \$ par jour ! Seuls deux de ces objectifs ont connu un net succès en Afrique : l'éducation primaire pour tous incluant la parité, et la réduction du taux de prévalence du VIH/SIDA chez les jeunes.

Cependant, il faut noter que ces progrès n'ont été rendus possibles que grâce à un soutien accru des fonds mondiaux spécialement dédiés à ces secteurs. Nous devons nous interroger sur les raisons fondamentales de ces faibles performances. En République Démocratique du Congo, les résultats de développement ont été globalement inférieurs à la moyenne africaine.

Notre pays, à l'instar des autres pays africains, a activement participé aux négociations intergouvernementales ayant abouti aux Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et à la vision africaine 2063.

L'un des grands enseignements tirés de ces exercices de prospective est que l'essor de la République Démocratique du Congo, son développement intégral et harmonieux, passe inexorablement par la promotion d'un secteur privé performant, responsable et engagé, qui portera l'essentiel des progrès attendus dans tous les secteurs de la société. Nous devons donc choisir librement le modèle de développement que nous voulons et nous en approprier pleinement.

Avec sa population jeune, la République Démocratique du Congo comptera près de 200 millions d'habitants à l'horizon 2050 dont plus de 60% âgés de moins de 25 ans, il s'agit là d'un véritable levier de développement mais qui peut, si nous ne prenons pas les bonnes décisions aujourd'hui, devenir un risque majeur. Actuellement, près de 40% de la population congolaise vit dans les villes et ce chiffre pourra dépasser les 50% à l'horizon 2050.

Il est inquiétant de voir les bras qui devaient produire dans les milieux ruraux pour un échange agriculture-industrie venir gonfler les populations urbaines pour devenir des ventres à nourrir au lieu d'être des forces productrices. Ceci explique le fait que la République Démocratique du Congo, aujourd'hui, importe 90% des produits de consommation de base.

Dans ma vision, j'ai pris la ferme résolution d'inverser cette tendance en améliorant les conditions de vie dans les milieux ruraux à travers des investissements dans le secteur agricole par la création de zone agro- industrielle et la construction des infrastructures de base. Pour booster la croissance, il faut investir. Les tendances récentes de l'économie mondiale révèlent que le secteur privé a largement supplanté le secteur public en tant que premier investisseur.

La République Démocratique du Congo n'échappe pas à cette dynamique. Il faut souhaiter que les fils et les filles de la République Démocratique du Congo soient les premiers concernés par les investissements. Ce n'est malheureusement pas encore le cas.

En République Démocratique du Congo, il est noté qu'environ 26.000 expatriés régulièrement inscrits auprès des services d'immigration, contrôlent plus de 80 % de l'industrie et du commerce formel et paient l'essentiel de l'impôt mobilisé par le pays. Cette situation traduit l'insuffisante appropriation de l'économie par les nationaux. Mais que l'on soit clair, il ne s'agit nullement de remettre en cause la présence de ces expatriés qui sont les bienvenus dans notre pays.

C'est ici l'occasion de le préciser par rapport aux événements malheureux qui se passent en Afrique du Sud, lesquels je dénonce avec fermeté. Je veux cependant interpeller notre conscience collective pour dire qu'au-delà du sentiment d'exclusion des chaînes de valeur que les acteurs économiques nationaux peuvent ressentir, il se pose un réel défi d'appropriation de notre économie et de notre développement.

C'est pourquoi, des mesures fortes et incitatives seront prises par le Gouvernement de la République Démocratique du Congo pour restaurer la classe moyenne avec de jeunes entrepreneurs que je compte promouvoir dans toutes les provinces. Je pense notamment au Fonds de garantie pour l'entrepreneuriat des Jeunes en cours de création et à d'autres mesures complémentaires.

Mon ambition est d'œuvrer pour l'émergence de plusieurs millionnaires congolais ainsi que plusieurs essaims de PME et PMI à travers le pays, qui vont créer de l'emploi.

**Distingués invités,
Mesdames et messieurs,**

La relance de la croissance et l'appropriation de l'économie par nos concitoyens nous mettent en présence d'un triple défi : celui des capacités, du financement et surtout de la volonté politique d'œuvrer pour l'intérêt de la Nation dans un monde ouvert.

Le défi des capacités revêt de nombreux aspects. Je ne peux qu'en évoquer quelques - uns ici :



- Notre système éducatif n'est pas en phase avec nos grands défis économiques et humains. Le déficit en main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs s'est aggravé, de même que la culture et l'éthique au travail. C'est pourquoi, j'ai dédié à la formation professionnelle un ministère à part entière avec l'objectif de multiplier les centres de formations professionnelles. Ma vision pour le Congo a toujours été de mettre l'homme au centre de l'action du Gouvernement et de faire de la promotion du capital humain une grande cause nationale. C'est notre plus grand chantier, sans lequel aucun des autres n'a de chance de prospérer.
- Le financement de l'économie : la République Démocratique du Congo est l'un des pays les moins bancarisés du continent. Le ratio crédit à l'économie sur PIB est autour de 6 %, contre une moyenne de 45 % en Afrique et plus de 100 % dans les pays industrialisés. Il est impossible d'investir sans capitaux ni crédit.
- Le rôle des pouvoirs publics et la répartition des responsabilités, doivent être réinventés. Il ne nous faut ni plus, ni moins d'Etat, mais avant tout mieux d'Etat. Cela nous renvoie à la problématique de l'amélioration du climat des affaires, de la création des incitations et de la promotion des vocations. L'entrepreneur, le créateur de richesse, doit cesser d'être perçu comme un gibier!
- C'est notre premier partenaire pour le développement. Je voudrai rassurer le monde des affaires que j'ai commencé à prendre un train de mesures pour éviter les tracasseries de tous ordres dont les entreprises font l'objet de la part de certains services de l'Etat. Je veillerai personnellement à ce que toutes les convocations intempestives dont font l'objet les opérateurs économiques puissent cesser et que seules celles qui sont légales et régulières soient autorisées. J'annonce par ailleurs la convocation dans les prochains jours d'une table ronde sur le Climat des Affaires afin de mettre en place un mécanisme de suivi pour un environnement propice du climat des affaires en République Démocratique du Congo.
- Dans son rôle, l'Etat, dont les ressources ordinaires sont extrêmement faibles au regard des besoins, doit œuvrer à résorber le déficit en infrastructures, en combinant des solutions financières et opérationnelles publiques et privées, afin de lever les multiples goulots d'étranglement qui obstruent l'essor de notre économie.
- Mon programme des 100 jours constitue les prémices d'un vaste plan national de développement afin de faire jouer à la République Démocratique du Congo son rôle dans le processus de l'intégration africaine.

**Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Notre pays regorge de potentialités et de perspectives prometteuses. En matière énergétique, avec un potentiel combiné de plus de 200.000 Mégawatts, dont 100.000 Mégawatts dans l'hydroélectricité, ses ressources et sa position géographique lui permettent de s'affirmer comme le noyau d'une véritable toile mondiale de l'énergie, une sorte de World-Wide Energy Web (WWEW), qui pourrait s'étendre jusqu'en Europe méditerranéenne et en Asie du sud-ouest. Ce secteur peut à lui seul générer plus de 15 milliards de dollars des revenus publics annuellement.

Cet avantage comparatif inégalé qui s'ajoute à l'existence d'un vaste massif forestier, lui confère le premier rôle sur le continent en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, et partant, l'atteinte des objectifs mondiaux pour le Climat. En effet, la République Démocratique du Congo dispose de plus de 65% des forêts du bassin du Congo qui constitue, à ce titre, la deuxième forêt tropicale mondiale après le Brésil, et avant l'Indonésie.

Par ailleurs, notre potentiel agricole constitue un autre levier de croissance important avec ses 80 millions d'hectares de terres arables et 40 millions irrigables. Le défi pour nous est d'amener la population rurale et agricole d'une production de subsistance à une production industrielle. Il s'agit là aussi d'un défi de capacité.

En outre, la République Démocratique du Congo possède 53 % de toutes les eaux douces d'Afrique et 13% du monde. A cet égard, mon pays peut résoudre le problème de la désertification qui menace l'Afrique au Nord comme au Sud. Une politique efficiente et solidaire de la gestion de l'eau s'impose à mon Gouvernement.

L'économie de notre pays est caractérisée par son important secteur minier que d'aucuns considèrent comme notre principal atout. Il est peu probable que ce grand potentiel minier, du reste épuisable, serve efficacement la cause du développement de notre Nation tant qu'il ne sera pas consolidé par une véritable valeur ajoutée sur les produits d'extractions, issue de l'ingéniosité et du labeur des populations congolaises.

Ici le modèle que je voudrai désormais promouvoir est celui de faire en sorte que les richesses minières puissent être investies dans le sol, c'est-à-dire, dans l'agriculture qui constitue le durable. Ce serait une bonne revanche du sol sur le sous-sol.



De ce point de vue, la diversification de notre économie est un impératif. Elle exige une grande maîtrise des Savoirs, des Sciences et des Techniques dans les différents secteurs.

Je ne saurais terminer mon propos sur le secteur minier sans évoquer le fait que la République Démocratique du Congo, avec les plus importants gisements au monde de cobalt et de lithium, constitue l'espoir de l'humanité en ce qui concerne la construction des véhicules à moteur électrique.

A l'heure de la quatrième révolution industrielle, l'accès et la maîtrise des Savoirs sont rendus plus aisés grâce au numérique. La progression fulgurante de l'utilisation des nouvelles technologies de la communication en témoigne. L'Afrique qui ne comptait que quelques millions de téléphones portables en 2010, en compte aujourd'hui plus d'un milliard. Bien utilisés, ces moyens modernes feront que notre jeunesse sera mieux éduquée, mieux informée et surtout mieux connectée au reste du monde.

Nous devons faire de ces moyens de communication modernes de véritables outils de l'entrepreneuriat et de la création des richesses.

Il y a trois jours, lors du lancement de l'atelier du plan national du Numérique, j'ai eu à affirmer ma vision pour le développement de ce secteur, dont l'importance est cruciale dans tous les domaines de la vie nationale.

**Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Vous conviendrez avec moi que tous les défis que j'ai évoqués relèvent des responsabilités partagées entre l'Etat, le secteur privé et, dans une certaine mesure, la société civile.

Nous devons donc travailler ensemble pour réussir les paris de l'éducation, de la formation professionnelle, de la promotion de l'entrepreneuriat et plus généralement, de la transformation structurelle de notre économie.

Je souhaite plein succès aux travaux de la cinquième édition du SULTANI MAKUTANO.

Je vous remercie.